

plus sollicités par des connaissances, par des parents qui nous demandent de dispenser leurs enfants du travail sous un prétexte quelconque.

Nous avons décidé d'être intraitables et de n'accorder aucune faveur à quiconque.

Cette règle de conduite, la seule honnête en l'occurrence, nous vaut des récriminations et des rancunes très désagréables.

Je suis relancé, poursuivi au siège du recrutement, dans la rue, jusque dans le logement où je me suis réfugié, par des gens qui ne veulent pas comprendre, qui insistent avec un manque de discrétion regrettable.

Je n'accorde rien à personne. La moindre faiblesse serait une lâcheté et pèserait lourdement sur ma conscience.

Nous ne faisons exception que pour les militants politiques notoirement connus qui risquent, s'ils sont dénoncés, de terribles représailles.

Nous faisons disparaître leurs noms ou nous leur délivrons des certificats de réforme.

Mais pour tous les autres il doit y avoir une justice même dans l'oppression.

Je sais que je me suis créé des ennemis.

Tant pis.

21 Décembre

Ce matin 350 hommes partent pour Bizerte.

Nous avons convoqué tout ce qui reste disponible sur les contingents recensés et nous avons dû appeler une nouvelle classe.

Un beau geste à signaler.

Jacques Krief, avocat, frère de mon assistant, Georges, a voulu donner l'exemple et a constitué un groupe de 50 jeunes gens, appartenant à des familles bourgeoises, des sportifs pour la plupart, qui se présentent au rassemblement dans un ordre impeccable.

Jacques Krief est digne en tous points de son aîné. Il s'est engagé lui aussi en 1939, et a été admis à l'école d'officiers.

A 14 heures le contingent se dirige vers la gare, escorté par la foule des parents et des amis.

* * *

Au siège de la Communauté l'inquiétude règne.

M. Borgel a été convoqué par le colonel Rauff pour une communication spéciale et importante.

Que va-t-il arriver encore ? Nous tremblons pour nos otages.

Après une heure d'attente le Président revient très affaîssé.

« Il nous faut vingt millions avant demain soir ».

Il nous expose la nouvelle exigence des Nazis.

Les Anglo-Saxons ont bombardé la ville, faisant plusieurs victimes et des dégâts importants.

Les Juifs étant leurs alliés doivent supporter les conséquences de ces crimes.

Une première contribution de vingt millions doit être versée immédiatement pour être répartie entre les victimes et leurs familles.

Si cet ordre n'est pas exécuté les otages seront fusillés.

Le colonel a agrémente cette injonction de propos injurieux et méprisants, attribuant aux Juifs la responsabilité de la guerre et des souffrances du peuple allemand.

Il n'y a pas à hésiter, il faut s'exécuter.

Mais comment trouver une pareille somme dans un si court délai ?

Nos coreligionnaires fortunés ont déjà versé des contributions importantes pour les besoins du recrutement, qui atteignent en moyenne un demi-million par jour.

Il est impossible en si peu de temps de réaliser une pareille somme en argent liquide.

Par ailleurs, il serait criminel de laisser fusiller un seul homme pour une question d'argent.

Il faut trouver un moyen.

M. Borgel accompagné de M^e Nataf, Président honoraire, se rend aussitôt auprès du Résident Général et demande audience.

L'Amiral Esteva n'accorde aucune participation financière du Gouvernement. Les Allemands exigent en outre que ce soient les Juifs seuls qui payent.

Cependant il consent à donner instructions à la Caisse Foncière, organisme de prêts immobiliers, de se mettre en rapport avec nous.

Un premier entretien avec le Directeur de cet office a lieu le soir même.

2 Décembre

Les pourparlers avec la Caisse Foncière sont menés à toute allure grâce à l'esprit de compréhension et au sens pratique dont fait preuve le Président de son Conseil.

Ce haut fonctionnaire s'efforce de nous tirer d'embarras, mais il est lié par les obligations de sa fonction et nous devons lui fournir des garanties substantielles.

Nous faisons appel à quelques gros propriétaires fonciers qui n'hésitent pas à faire le sacrifice demandé.

Au bout de quelques heures nous sommes en mesure d'apporter en garantie les plus beaux domaines ruraux, les immeubles urbains les plus importants. Les garanties ainsi rassemblées dépassent les cent millions. La marge de sécurité est telle que toute prudence est superflue.

Les contrats sont établis et signés séance tenante. A la fin de la soirée, M. Borgel se rend à la Commandantur et remet au chef des gangsters la rançon demandée.